

DREAL-UD69-SP  
DDPP-SPE-OG

**ARRÊTÉ n° DDPP-DREAL 2024-179  
portant mise en demeure  
de la société POURQUERY DMP à Lyon 7<sup>e</sup>**

La Préfète de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est  
Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes  
Préfète du Rhône  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 mars 2018 régissant le fonctionnement des activités exercées par la société POURQUERY DMP dans son établissement situé 93 Boulevard du Parc d'Artillerie à Lyon 7<sup>e</sup> ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées du 19 août 2024 transmis à l'exploitant par courrier du 19 août 2024, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 27 août 2024 ;

CONSIDÉRANT qu'une visite de l'établissement de Lyon 7<sup>e</sup> (69 007), situé 93 boulevard du Parc d'Artillerie, a permis à l'inspection des installations classées de constater que la société POURQUERY DMP :

- ne respecte pas les vitesses minimales d'éjection des rejets atmosphériques du dépoussiéreur (conduit n° : 1) et du filtre céramique (conduit n° : 2),
- les dispositions prises par l'exploitant pour l'exploitation des tours de lavage de l'établissement ne permettent pas de prévenir, en toutes circonstances, l'émission accidentelle de substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage,
- procède à des opérations de réception et traitement de déchets non autorisées par son arrêté préfectoral du 30 mars 2018 ;

CONSIDÉRANT donc que la société POURQUERY DMP ne respecte pas pour l'exploitation de son installation située 93 boulevard du Parc d'Artillerie à Lyon 7<sup>e</sup>, certaines dispositions des articles 1.3.1, 1.6.1, 2.1.1 et 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2018 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitation de l'installation en cause, dans des conditions irrégulières, peut présenter des dangers et nuisances pour l'environnement ;

CONSIDÉRANT, dans ces conditions, qu'il convient d'exiger de l'exploitant de respecter strictement les dispositions réglementaires rappelées ci-dessus ;

CONSIDÉRANT dès lors qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de la préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1**

La société POURQUERY DMP, située 93 boulevard du Parc d'Artillerie à Lyon 7<sup>e</sup>, est mise en demeure de respecter :

- sous 3 mois, les valeurs minimales de vitesse d'éjection des rejets atmosphériques conformément aux exigences de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2018 susvisé,
- sous 4 mois, les exigences de l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2018 susvisé, en mettant en œuvre les dispositions nécessaires dans l'entretien et l'exploitation des installations de traitement des rejets atmosphériques des unités d'affinage pour prévenir en toutes circonstances, l'émission accidentelle, de substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage,
- sous 15 jours, les exigences de l'article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2018 en arrêtant les opérations non autorisées par l'arrêté préfectoral du 30 mars 2018, de types réception et traitement de déchets.

Les délais courent à compter de la notification du présent arrêté.

### **Article 2**

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, les sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **Article 3**

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Rhône pendant une durée minimale de deux mois.

### **Article 4**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, cet arrêté peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, du Tribunal Administratif de Lyon.

## **Article 5**

La préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée au maire de Lyon.